

Un village azerbaïdjanais vidé pour le gendre du président

L'article est en anglais traduit en français par google

En Azerbaïdjan, un village entier a été libéré pour le gendre du président. Le village abritait autrefois dix familles.

Cet article a été publié pour la première fois sur Abzas Media. Une version éditée est republiée ici dans le cadre d'un accord de partenariat de contenu. Le village de Garachayli, en Azerbaïdjan, abritait autrefois dix familles. Leurs moyens de subsistance dépendaient des terres qu'ils cultivaient. Mais en 2017, le territoire du village a été loué à une société nommée Shabran Agrocomplex LLC pour 49 ans. Finalement, toutes les familles ont été contraintes de déménager dans les villages voisins, y compris la famille de Tahir Rasulov, qui, en quête d'une juste rémunération pour ses terres, a combattu devant les tribunaux contre l'expulsion forcée. Mais deux ans plus tard, Rasulov a également été contraint de repartir les mains vides. Les habitants du village ont déclaré à **Abzas Media** que les terres appartenaient au **grand mufti d'Azerbaïdjan**, Allahshükür Pashazade, le chef spirituel des musulmans d'Azerbaïdjan. Pashazade a loué la terre aux habitants, qui la cultivaient et en gagnaient leur vie. Ensuite, Agrocomplex est venu au village, informant les habitants qu'ils devaient déménager. Rasulov a parlé à Abzas Media des problèmes que l'entreprise lui a causés, ainsi qu'à d'autres résidents : « Ils m'ont beaucoup torturé et tourmenté. Ils m'ont menacé avec la police. Ils m'ont fait sortir de ma maison ancestrale. Depuis 2017, tous les anciens occupants du village sont restés sans terre. Dans le but d'enquêter sur l'accord et la propriété du Shabran Agrocomplex, Abzas Media s'est entretenu avec les résidents locaux et a consulté une base de données de documents disponibles pour en savoir plus.

L'enquête a révélé que le fondateur de Shabran Agrocomplex est Baku Agropark, anciennement connu sous le nom d'AzEcoFarm. Bakou Agropark appartient à l'homme d'affaires Samad Gurbanov, marié à Arzu Aliyeva, la plus jeune fille du président azerbaïdjanais Ilham Aliyev. Après l'ouverture en 2017 de la première serre de l'Agropark de Bakou (qui cultive des tomates), l'entreprise de Gurbanov s'est vu offrir de nombreuses opportunités par les institutions publiques. L'enquête montre que l'investissement personnel de Gurbanov d'un total de 11,7 millions AZN (6,9 millions de dollars) a été complété par un prêt supplémentaire de 10 millions AZN du Fonds de développement de l'entrepreneuriat financé par le budget de l'État. Le prêt a été accordé à Gurbanov pour une durée de dix ans, avec un taux d'intérêt fixe de 5 pour cent par an. L'entreprise de Gurbanov a également été exonérée du paiement de l'installation électrique lors de la construction de la serre, qui a été réalisée par une société nommée Retro Holding, propriété d'Arif Pashayev, le beau-père d'Ilham Aliyev. D'autres aides à l'investissement comprenaient des prêts avantageux pour l'infrastructure d'irrigation du complexe agricole - le tout financé par l'État, la plupart des entreprises impliquées n'ayant pas divulgué le coût total. Pendant ce temps, les agriculteurs des environs du complexe ne trouvent pas d'eau pour irriguer leurs champs. Dans une interview accordée à Abzas Media, un habitant du village voisin a déclaré : « Écoutez, nous avons besoin d'eau en ce moment. La récolte est à son apogée. Moins la récolte est récoltée, plus grandes sont les chances que le gouvernement s'empare des terres et les cède à celui qui sème mieux les céréales et donne un meilleur rendement.

Les pénuries d'eau dans les villages voisins ne sont pas le seul problème. Les habitants d'un autre village affirment que leurs maisons ne sont pas alimentées en gaz, même si l'agrocomplexe est alimenté en gaz via une conduite de gaz séparée. Un habitant a déclaré à Abzas Media que les familles brûlaient tout le bois qu'elles pouvaient trouver pour chauffer leurs maisons et subvenir à leurs besoins. Dans ces régions reculées de l'Azerbaïdjan, il n'y a pratiquement aucune possibilité d'emploi pour les villageois. Ceux qui ont parlé à Abzas Media ont déclaré que l'agrocomplexe était leur dernier recours pour trouver un emploi et pourtant, on leur refusait un emploi ou on leur proposait de bas salaires allant de 300 à 350 AZN par mois (environ 200 USD). Comme l'a dit un habitant : « C'est de l'esclavage des temps modernes ». Des documents judiciaires montrent que Baku Agropark paie également un loyer incroyablement bon marché pour les terres qu'il a louées dans le village de Garachayli - un loyer annuel de 2 520 AZN

pour 1 738 hectares de terre. Tahir Rasulov, l'habitant du village, a déclaré à Abzas Media que jusqu'en 2019, il payait un loyer de 30 AZN par hectare de cette terre. Et pourtant, Baku Agropark ne paie que 1 manat et 50 centimes par hectare pour son investissement de plusieurs millions de manats. La propriété de Samad Gurbanov ne se limite pas à l'Agropark de Bakou. Il y a la Baku Agropark Trading House, engagée dans le commerce de gros de fruits et légumes ; Maxitrading LLC, engagée dans l'importation et la distribution de produits alimentaires ; ainsi que plusieurs autres sociétés appartenant au groupe Mirlex (Mirlex Development et Mirlex Construction LLC), engagées dans la vente d'extincteurs, l'installation d'alarmes incendie automatiques, de systèmes de stationnement et de vidéosurveillance.

les bureaux de nombreuses sociétés de Samad Gurbanov sont situés dans les tours du port de Bakou, un centre d'affaires d'élite appartenant à Pasha Holding. L'entreprise possède un entrepôt alimentaire dans la région d'Absheron. Les tentatives des journalistes d'Abzas Media pour parler avec les dirigeants du complexe agricole de Shabran se sont révélées vaines. Notre équipe de tournage a été arrêtée par un agent de sécurité et on lui a dit qu'aucun des gérants n'était présent dans le complexe. Les journalistes n'étaient pas les seuls à ne pas pouvoir pénétrer dans les locaux de l'usine. Après que les habitants du village aient été contraints de fuir, ils ont laissé derrière eux le cimetière du village. Depuis que le complexe a été construit et que leurs terres ont été confisquées, ils doivent demander l'autorisation à la direction du complexe agricole, même pour visiter les tombes de leurs défunts parents

sources : JP D., Abzas Media, globalvoices.org

photo : D.R.